

## AVIS DE CONFIDENTIALITÉ ACTIVITÉS DE L'AUDIT INTERNE



Le traitement des données à caractère personnel effectué par la Direction de l'Audit interne, de l'Évaluation et de l'Investigation (DIO), notamment dans le cadre des activités de la division de l'Audit interne, est régi par le [Règlement du Conseil de l'Europe sur la protection des données à caractère personnel](#). La DIO est à ce titre responsable du traitement des données.

### 1. OBJET DU TRAITEMENT DES DONNÉES

La division de l'Audit interne de la DIO traite des données à caractère personnel dans le cadre de ses activités d'audit interne, qui consistent à donner une assurance, des conseils et un éclairage utile en toute indépendance afin d'améliorer et de protéger la valeur organisationnelle, de contribuer à la prise de décisions basées sur des éléments concrets et de promouvoir l'apprentissage, la transparence, l'intégrité et la responsabilisation au sein de l'Organisation. Différents types de missions sont réalisés à cet effet, tels que des audits de performance, des audits de conformité, des audits des technologies de l'information et des services de conseil effectués à la demande du management sur des questions de gouvernance, de gestion des risques et/ou de contrôle interne.

Le processus d'audit comporte trois étapes : le travail préparatoire (comprenant la collecte et l'analyse de données), le travail de terrain (comprenant les tests d'audit fondés sur les données collectées, les entretiens et/ou les enquêtes) et la communication des résultats (comprenant la présentation de données anonymisées). Des données à caractère personnel sont collectées et traitées tout au long du processus d'audit.

### 2. FONDEMENT JURIDIQUE DU TRAITEMENT DES DONNÉES

Ces opérations de traitement des données ont pour [fondement juridique](#) le Statut du personnel et les arrêtés relatifs au personnel du Conseil de l'Europe, la Charte de la DIO et d'autres instruments juridiques applicables adoptés par le Conseil de l'Europe. Des orientations et des principes concernant les pratiques de la DIO en matière de protection des données figurent également dans les Lignes directrices de la DIO sur la protection des données.

De plus, la division de l'Audit interne observe les éléments obligatoires du Cadre de référence international des pratiques professionnelles de l'Institut des auditeurs internes (IIA), notamment les Principes fondamentaux pour la pratique professionnelle de l'audit interne, le Code de déontologie, les Normes internationales pour la pratique professionnelle de l'audit interne et la Définition de l'audit interne.

### 3. CATÉGORIES DE DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL TRAITÉES

Dans le cadre des missions susmentionnées, la division de l'Audit interne peut traiter tout type de données jugées nécessaires, par exemple, des données relatives à la situation personnelle et familiale ou aux dépenses engagées ou remboursées par l'Organisation. Il peut s'agir de données sensibles telles que définies à l'article 5 du [Règlement du Conseil de l'Europe sur la protection des données à caractère personnel](#).

#### **4. QUI A ACCÈS AUX INFORMATIONS VOUS CONCERNANT ET À QUI SONT-ELLES COMMUNIQUÉES ?**

Les missions d'audit sont soumises au principe de confidentialité. Les informations recueillies au cours des missions d'audit sont traitées de manière confidentielle par toutes les parties prenantes et ne sont communiquées qu'en cas de nécessité, conformément aux dispositions réglementaires et politiques applicables.

Seul le personnel autorisé de la DIO a accès aux données traitées dans ce cadre. Par ailleurs, si un audit est effectué avec l'aide d'une tierce partie, les données peuvent être transférées à des personnes désignées, internes ou externes au Conseil de l'Europe, associées à la procédure.

Dans ce cas, les garanties prévues à l'article 9 du [Règlement du Conseil de l'Europe sur la protection des données à caractère personnel](#) s'appliquent.

#### **5. QUE FAISONS-NOUS POUR PROTÉGER ET PRÉSERVER LES INFORMATIONS VOUS CONCERNANT ?**

Pour protéger vos données à caractère personnel, diverses mesures techniques et organisationnelles ont été mises en place. Les mesures techniques consistent en diverses actions visant à assurer la sécurité et la sûreté des données (par exemple, la pseudonymisation ou l'anonymisation, l'utilisation de plateformes cryptées, les politiques d'écran vide, de bureau propre et de verrouillage, la destruction de dossiers, etc.) et à prévenir l'altération des données ou l'accès non autorisé en fonction du niveau de risque que présente le traitement et de la nature des données traitées. Les mesures organisationnelles incluent la restriction de l'accès aux personnes autorisées ayant un besoin légitime de prendre connaissance des données aux fins du traitement. Les données à caractère personnel sont stockées sur des serveurs utilisés par le Conseil de l'Europe et situés à l'intérieur de l'Espace économique européen.

#### **6. COMBIEN DE TEMPS CONSERVONS-NOUS VOS DONNÉES ?**

Vos données à caractère personnel peuvent être conservées par la DIO conformément au [cadre juridique](#) du Conseil de l'Europe. Selon [le Règlement financier du Conseil de l'Europe](#), l'Organisation conserve les pièces comptables pour une période de 10 ans. Les pièces d'audit sont conservées pour la même durée.

#### **7. QUELS SONT VOS DROITS ET COMMENT LES EXERCER ?**

Conformément aux dispositions de l'article 8 du [Règlement du Conseil de l'Europe sur la protection des données à caractère personnel](#), vous avez le droit de demander l'accès à vos données personnelles ainsi que leur rectification, leur effacement ou la limitation de leur traitement et vous pouvez aussi vous opposer à leur traitement pour des motifs tenant à votre situation. Toute demande d'exercice de l'un de ces droits doit être adressée au responsable du traitement des données ([dio.dataprotection@coe.int](mailto:dio.dataprotection@coe.int)).

Veillez noter que des exceptions et des restrictions peuvent s'appliquer, conformément aux dispositions des articles 7, 8 et 10 du [Règlement du Conseil de l'Europe sur la protection des données à caractère personnel](#). D'autres orientations à cet égard figurent également dans les Lignes directrices de la DIO sur la protection des données.

## **8. COORDONNÉES DE LA PERSONNE DÉLÉGUÉE À LA PROTECTION DES DONNÉES**

Toute question relative au traitement de vos données à caractère personnel en vertu du [cadre de protection des données](#) du Conseil de l'Europe applicable à la DIO doit être adressée à la personne déléguée du Conseil de l'Europe à la protection des données ([dpo@coe.int](mailto:dpo@coe.int)).

## **9. DROIT DE RECOURS**

Si vous estimez que le traitement de vos données à caractère personnel par la DIO a enfreint le [Règlement du Conseil de l'Europe sur la protection des données à caractère personnel](#), vous pouvez adresser une réclamation au Commissaire à la protection des données du Conseil de l'Europe ([datacommissioner@coe.int](mailto:datacommissioner@coe.int)).